

« On espère ne pas voir de grève totale »

Que pense le patronat réunionnais des revendications salariales du Collectif réunionnais ? Sans surprise, le Medef assure que les augmentations de salaire seraient « insupportables »

→ *Le mouvement antillais de grève totale peut-il s'étendre jusqu'à La Réunion ?*

On est à La Réunion. La crise est globale et touche tout le monde, tous les secteurs sont en baisse d'activité. On est dans une période difficile et je vous le dis, ce sera encore plus difficile. Mais il ne faut pas en faire un sur-événement. A partir du moment où il y a une surenchère médiatique, ce n'est plus le même problème. Même si les manifestants sont des gens qui souffrent et veulent juste améliorer leur quotidien, ces requêtes sont dures à satisfaire dans l'état actuel de l'économie réunionnaise. Nous le regretterons si la discussion sociale se transforme en un problème plus politique. Mais s'il y'a un mouvement similaire qu'en Guadeloupe, on ne peut pas l'empêcher.



Photo : B.S

« Le Smic, c'est pas nous ! »

→ *Le gouvernement peut-il aider les entreprises à supporter ce surcoût ?*

Le SMIC, c'est pas nous. On a des réalités dans notre métier. On doit agir selon ces réalités. Si les syndicats demandent la hausse des bas salaires, c'est au gouvernement de prendre ses responsabilités et de s'en occuper. A La Réunion, nous avons des points de rencontre réguliers entre entreprises et acteurs sociaux. Dans le BTP, tous les ans, les salaires sont négociés avec les acteurs socio-professionnels. Laissons les partenaires sociaux agir. Nous avons un bon dialogue social qui pourrait dissuader une perturbation aussi massive qu'en Guadeloupe.

Entretien: Baradi SIVA

→ *Est-ce que les syndicats réunionnais peuvent réclamer les mêmes améliorations qu'en Guadeloupe ?*

La situation en Guadeloupe est très différente. On espère ne pas voir de grève totale à La Réunion. Si on appliquait ce que les Guadeloupéens ont demandé, cela reviendrait à augmenter les salaires de 10%. Il n'y a pas une seule structure actuelle qui resterait en place : l'impact de ce qui est demandé est insupportable pour les entreprises. Nous sommes en crise et les profits sont en baisse. Si on augmente les salaires alors que les chiffres d'affaire diminuent, beaucoup d'entreprises risquent de déposer le bilan très rapidement

La grève se poursuit à l'université



Les étudiants filtrent les entrées du campus.

La semaine a été mouvementée à l'université. Lundi, les étudiants ont bloqué les entrées, ne laissant pénétrer que les piétons, du côté de la Région. Aujourd'hui à nouveau, ce filtre a été mis en place, les grévistes distribuant des tracts aux rares étudiants présents. Mardi, pour des raisons de sécurité, le président de l'université Mohamed Rochdi a fermé le campus, tandis

que les étudiants allaient jeter leurs savates sur la façade du rectorat. Hier, ils étaient environ 700, étudiants et enseignants-chercheurs, à manifester dans les rues du chef-lieu. Une opération escargot les a conduits jusqu'à la préfecture. Les grévistes demandent toujours le retrait du projet de décret modifiant le statut des enseignants-chercheurs et dénoncent la réforme de l'IUFM et la suppression des emplois.



La Réunion bat le record national de chômage.

RMI, CHOMAGE, POUVOIR D'ACHAT...

Pire qu'en Guadeloupe

Depuis le 20 janvier, des milliers de Guadeloupéens manifestent leur mécontentement contre la vie chère. A la Réunion, un collectif a décidé de passer à l'action en annonçant une grève générale le 5 mars prochain. La situation est-elle comparable ?

On dirige La Réunion à travers les métropolitains ! » Joël Mongin, président de la FNTR (Fédération Nationale des Transporteurs Routiers) ne craint pas de prendre à son compte les slogans des manifestants guadeloupéens dénonçant la domination des « Békés » (descendants blancs des premiers colons) à la tête de l'économie antillaise. C'est justement Joël Mongin qui avait lancé le mouvement de novembre et décembre : réseaux routiers paralysés, écoles fermées, économie ralentie. Tout a commencé à La Réunion avec la grève des transporteurs. Ils réclamaient alors une baisse de 20 centimes sur les prix des carburants. En quelques jours, ils obtenaient satisfaction et levaient les barrages. Le 5 décembre, c'est au tour de la Guadeloupe de réagir en formant un collectif, le LKP, avec la même attente. Les Guadeloupéens obtiennent, eux, une baisse de 11 centimes sur l'essence. Pour aider les ménages modestes, le RSA (Revenu de Solidarité Active) sera applicable en

Guadeloupe dès la fin 2009 avec une année d'anticipation sur les autres départements nationaux. Idem à la Réunion. Fort de cette avancée, le LKP revendiquait une baisse de 20% sur les denrées alimentaires, une hausse de 200 euros sur les bas salaires ainsi que le gel des loyers sociaux. Avant d'obtenir gain de cause, la Guadeloupe a été paralysée depuis le 20 janvier, stations services, écoles et commerces sont restés fermés. Le mouvement s'est durci et a tourné au drame, dans la nuit de mardi à mercredi, avec le décès par balle d'un syndicaliste. Aujourd'hui, le LKP a accepté de reprendre les négociations avec le gouvernement, qui a accordé, semble-t-il, la totalité des augmentations demandées.

Manque de solidarité

La Réunion s'est appropriée, à son tour, les revendications antillaises. Un collectif de 25 associations vient d'être créé. Membre du collectif, le PS local propose, de son côté, 10 mesures en faveur du pouvoir d'achat, tels que l'alignement des prix insu-

laire sur ceux de la métropole pour 100 produits de consommation courante. Plus de 20% de la population active au chômage, un coût de la vie supérieur d'au moins 30% par rapport à la métropole, la situation est quasiment identique dans les deux îles. Ce sont également les banques des Dom qui facturent le plus cher leurs services : selon l'association « Consommation, Logement et Cadre de vie », quatre banques réunionnaises figurent parmi les cinq plus chères de France, juste derrière... la Banque des Antilles Françaises. Les prix des denrées alimentaires ? Suivant l'exemple guadeloupéen, le collectif réunionnais a investi samedi dernier une grande surface de Sainte-Clotilde pour dénoncer la cherté des produits. Alors que la grande distribution a cédé 10% sur 100 produits de base à la Guadeloupe (sur les 20% espérés par le LKP), aucune révision chez nous malgré une charte signée en juillet en présence d'Yves Jégo. Le dernier relevé du chariot type mis en place par la préfecture montre même une hausse générale de 2% sur les étiquettes. Ce système de mesure a été copié-collé en Guadeloupe par le ministre Yves Jégo, alors qu'il laisse les syndicats et la grande distribution pour le moins insatisfaits. Le collectif réunionnais appelle à la grève générale et à la manifestation pour le mois prochain. « Attendre jusque-là c'est trop loin, il faut réagir tout de suite ! » gronde Joël Mongin. Mais des manifestations à l'échelle des Antilles peuvent-elles être observées chez nous ? « Non » selon Denis Charini, Réunionnais d'origine guadeloupéenne et président de l'association « Soleil Caraïbes ». Les raisons évoquées : le manque de solidarité et de ténacité des Réunionnais. « Quand il y a des manifestations aux Antilles, tout le monde bouge, ce qui n'est pas le cas à la Réunion. En plus, renchérit Denis Charini, ici, on se contente souvent du minimum ». Verdict le 5 mars prochain....

Anaïs BARTH et Yannick PITOU

	REUNION	GAUDELouPE	METROPOLE
Population	785 000	456 000	64 102 000
Superficie	2 512 km ²	1 780 km ²	675 417 km ²
Pop active	234 000	165 000	28 016 000
Taux chômage	24,2%	22,7%	8%
Rmistes	68 241	32 052	1 172 000
Banques (services de base à l'année)	134 euros	140,40 euros	46,20 euros
Sans-plomb	1,24 euro/L	1,07 euro/L	1,10 euro/L
Gasoil	0,99 euro/L	0,88 euro/L	0,99 euro/L

Buralistes en colère



Photo : E.S.

Environ 150 tabacs presse suivraient le mouvement de boycott.

Depuis lundi, rares sont les tabacs presse qui vendent les coupons de recharges SFR : l'opérateur de téléphonie mobile a décidé de réduire leurs commissions.

C'est comme une punition ! », s'insurge Pierre Cornille, président du Syndicat réunionnais des tabacs presse. Raison de ce mécontentement : une nouvelle tarification mise en vigueur sur les recharges depuis le 1er janvier par SFR et son prestataire, SAS Distel : l'entreprise de téléphonie mobile souhaitant aligner ses marges par rapport à la métropole.

Depuis ce jour, les buralistes ont vu leurs marges passer de 6,5% à 5% sur la vente de cartes de la marque. Pour l'achat d'une recharge de 10 euros, ces derniers ne touchent plus que 50 centimes au lieu des 65 centimes. Une baisse non négligeable selon les buralistes vu le grand nombre de clients de « la carte » à la Réunion. Se sentant lésé et n'ayant pas été

concerté, le Syndicat réunionnais des tabacs presse a donc appelé à un mouvement de boycott à compter de ce lundi. « On a eu connaissance de ce nouveau tarif seulement trois jours avant qu'il ne soit mis en vigueur, le 28 décembre. Ce procédé est déplorable ! », estime Pierre Cornille.

Selon le syndicat, 150 tabacs presse sont concernés par ce mouvement, et de ce fait auraient cessé de vendre les fameuses recharges.

Autre raison de ce mécontentement, « Des tarifs discriminatoires », selon le président du Syndicat alors que « le travail est le même ». Mais on n'en saura pas plus au sujet de ce problème interne. Plusieurs courriers ont été adressés à SAS Distel pour « une revalorisation des marges » et « une harmonisation des tarifs » pour tous les revendeurs. En vain, aucune

discussion n'a été engagée avec la société. Pour sa part, SFR ne s'exprime pas, même si son image pourrait être indirectement touchée s'il y a persistance du conflit.

« Tant qu'il n'y aura pas de dialogue, nous poursuivrons ce mouvement », persiste Pierre Cornille.

Une plainte a d'ailleurs été déposée à la Direction départementale de la concurrence et de répression des fraudes « pour abus de position dominante et de tarifs discriminatoires ».

Philippe Nativel, gérant du Lotophil à Petite-Ile, comprend tout à fait ses collègues. Même s'il ne participe pas à ce mouvement, il pense que ce n'est pas une « mauvaise chose ».

« Si toutes les marges sur les produits que nous vendons diminuent, ce sont nous, petits commerçants, qui en pâtissons à long terme ».

« Pas une mauvaise chose »

Pour chacun des produits mis en vente, les buralistes perçoivent une commission : tabac, magazines et journaux, voire Loto, PMU, coupons de recharges... Un buraliste reçoit 10% sur la vente de tabac. « Pour ma part, c'est surtout le Loto et le PMU avec 5% et 2% de marges, qui rapportent le plus, suivis de la vente de boissons », explique Philippe Nativel.

Selon Pierre Cornille, ce sont les articles cadeaux, les confiseries, les piles ou appareils photos qui rapportent davantage. « La vente de cigarettes marche très bien mais c'est surtout avec ma librairie que je m'en sors », indique pour sa part un buraliste du Sud. Son chiffre d'affaires annuel : entre 500 000 et 1 million d'euros.

Émilie SORRES

CÉLÉBRATION DU MADJILIS

L'association comorienne Bambao en fête

L'association comorienne Bambao a organisé dimanche dernier à Sainte-Clotilde un Madjilis. Cette célébration à la fois religieuse et culturelle a permis à la communauté comorienne de Saint-Denis de se retrouver dans la convivialité.

« Nous prônons une entraide mutuelle entre la Réunion et les Comores », déclare le porte-parole. Depuis le début des années 80, la Grande Comore se développe essentiellement par l'initiative et les actions des communautés de villages limitrophes de Moroni. Selon Mohamed Ahamada M'Ze, trésorier général de l'association, il s'agit de « faire appel à la solidarité des Comoriens, l'entrée du Madjilis est payante, les fonds vont à l'association pour aider ceux qui sont là-bas ». Le financement de projets comme les constructions de routes, d'écoles et de dispensaires dépend souvent de la contribution des Comoriens résidant en France.

Le Madjilis est aussi « l'occasion

pour les hommes de se parer de leurs habits d'honneur », explique Ibrahim M'Ze Mchinda, lui-même vêtu d'un manteau orné de dorures. L'aspect religieux de la cérémonie relève d'une « recherche de la bénédiction, ajoutée-t-il. Nous avons besoin d'être soutenus par Dieu et d'être encouragés par la communauté ».

Le Madjilis reste une célébration masculine. Les femmes comoriennes restent en retrait durant la cérémonie. « Ça se passe comme ça », reconnaît Asma à demi-mot. C'est lorsque la danse de bénédiction commence que les femmes se lèvent et participent à leur façon, rythmant la cérémonie par les traditionnels youyou. Pour certaines, la cérémonie constitue une « occasion de se retrouver dans la convivialité », pour d'autres le Madjilis est « une affaire d'hommes ». Quant à Fazira : « J'accompagne mon mari, et c'est tout ! »...



Photo : A.D.

Tradition et partage sont au cœur du Madjilis.

Journal Ecole Varangue
Département Info-Com
Faculté des Lettres et Sciences humaines.
Université de la Réunion.
Directeur de la publication :
Bernard Idelson
Rédacteur en chef :
Laurent Declotire
Secrétaire de Rédaction :
Anaïs Barth
Anthony Rivière
www.univ-reunion.fr/infocom

Amandine DOLPHIN

H2-Run lance le défi de l'hydrogène

La Réunion mise son développement sur les énergies renouvelables, mais celles-ci ne permettent pas de délivrer de l'électricité 24h/24. La solution passerait par un « mix énergétique » et la mise au point de systèmes de stockage.

Imaginez-vous rouler à l'hydrogène, à une heure où l'essence est de plus en plus chère. C'est là l'un des nombreux projets évoqués par l'Agence Régionale de l'Énergie Réunion (Arer) et le groupe H2-RUN jeudi dernier, à la pyramide inversée. Pour que nos voitures soient équipées d'un tel système propre et peu coûteux, il faut néanmoins revoir l'ensemble du développement énergétique de la Réunion.

En partenariat avec des acteurs industriels locaux et nationaux ayant rapport de près ou de loin avec l'énergie, tels EDF, BP Solar ou Hélion, spécialisé dans le développement de la pile à combustible, l'Arer et H2-Run ont présenté un schéma directeur « stockage ». Ce plan d'action comprend plusieurs projets-pilotes visant à l'intégration des énergies renouvelables dans le système énergétique réunionnais, et leur stockage. Entre l'océanothermie, la géothermie, l'usage de biomasses (la bagasse transformée en gaz), le photovoltaïque ou encore les éoliennes, la Réunion dispose d'un grand choix énergétique. Cependant ces énergies renouvelables ne peuvent pas toutes garantir un produit sans interruption. « L'énergie obtenue de la houle, des éoliennes ou du photovoltaïque varie tout au long de l'année ou de la journée. Elle n'est pas constante », explique Laurent Gautret, directeur technique et logistique de l'Arer. Elle est dite intermittente ou saisonnière. C'est là qu'intervient le couplage avec un moyen de stockage.

Pour pallier la baisse de production de certains systèmes tels le photovol-

taïque lorsque le soleil n'est pas au rendez-vous, ou lorsque les éoliennes ne tournent pas, le couplage avec un second système s'impose. Celui-ci se chargerait de fournir une énergie telle le gaz, stockable, utilisée en période de sous-production du premier système. « Près des déchetteries et des centres d'enfouissement qui rejettent du méthane, il y a de l'espace pour du photovoltaïque, d'où un couplage photovoltaïque-biogaz », poursuit Laurent Gautret.

« Une vision multi-technologique »

Autre exemple : associer les éoliennes à l'hydraulique. A la suite d'un pompage et d'une hydrolyse de l'eau, on retirerait d'un côté l'hydrogène, stockable, et de l'autre côté, l'oxygène, utilisable dans le milieu médical. Ce qui ouvre encore un peu plus les perspectives de H2-Run, qui compte parmi ses partenaires le CHD Félix Guyon. « Nous avons une vision multi-technologique, très large, visant le stockage d'ici 2015 », ajoute Franck Al Shakarchi, chef du projet Island News, qui lui vise à l'autosuffisance de l'île en énergie. « L'autosuffisance ne peut se faire que si on trouve une alternative au charbon », souligne-t-il. Et l'hydrogène semble en être une, puisque le groupe H2-Run compte parmi ses projets-pilotes la création d'une flotte de cinq bus à hydrogène, commandés par le Territoire de la Côte Ouest.

Johanne CHUNG TO SANG

OPERATION THEATRE DANS LES QUARTIERS

« Somin la mer » s'exile au Brûlé

Une fois n'est pas coutume. L'art qui jusqu'à présent s'exhibait au centre-ville, coigne aujourd'hui aux portes des habitants des écarts de Saint-Denis. Qui plus est gratuitement. Après le Chaudron, Domenjod et plus récemment le quartier de Cambuston, c'est au Brûlé que la troupe de théâtre locale Sakidi a posé ses valises vendredi dernier, le temps de deux représentations. Au programme : « Somin la mer », un vaudeville qui met en scène le péripète d'un roi et de son valet, résolu à voir la mer. Nichée au cœur du village, la salle polyvalente accueille le spectacle. Un espace somme toute modeste. Ce soir-là, une cinquantaine de personnes ont répondu présents. Certains sont sur les gradins. Les autres adossés aux murs. Pour la plupart, il s'agit de familles qui n'ont pas pour habitude de sortir. Mais ce soir leur envie de culture a eu raison du mauvais temps. Marise, 55 ans, a fait le déplacement avec ses trois enfants et son mari. Elle qui est plutôt casanière explique sa présence : « Ce n'est pas souvent que la culture vient à moi alors je n'ai pas voulu gâcher cette chance ». Et la mère de famille de rajouter : « C'est un beau projet car d'habitude on ne s'adresse qu'aux jeunes. Ici, tout le monde peut en profiter y compris des

gens plus âgés comme moi ». Il est 18h30 lorsque la pièce débute. Les bavardages et les questions laissent vite place à une attention totale. Sur la scène, les acteurs de la troupe Sakidi évoluent, faisant sans cesse appel au public captivé. Et ce n'est pas pour le déplaire. Les spectateurs se montrent réceptifs, peut-être un peu trop parfois. « Donne a li son commission Monsieur Gran Diab ! », peut-on entendre. Pas trop gênant pour les comédiens ? A priori non : « Cela fait partie des difficultés techniques auxquelles on se heurte lorsque l'on joue face à un public de non-initiés. Mais on y est préparé », argue Lolita Tergemina, alias Madam Gran Diab'.

Pour ce qui est du personnage marquant, c'est sans nul doute le Roi qui remporte la palme. Didier Ibao, qui incarne le rôle principal, livre les clés de ce succès : « Le roi est drôle parce qu'il a peur de tout, parce qu'il préfère rester dans l'ignorance que prendre des risques. C'est une vraie critique de la société ». Pas sûr que les spectateurs aient tous saisi cet aspect de la pièce : à la fin de la représentation, c'est surtout le comique qui revient dans les discussions. L'art a encore du somin à parcourir.

Elodie LAROQUE